

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse

Mulhouse, le 23/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VELCOREX since 1828

14 RUE DU COMMANDANT MARCEAU
68550 Saint-Amarin

Références : 0006700656_2023_10_02_VIIC VELCOREX
Code AIOT : 0006700656

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2023 dans l'établissement VELCOREX since 1828 implanté 14 RUE DU COMMANDANT MARCEAU 68550 Saint-Amarin. L'inspection a été annoncée le 29/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VELCOREX since 1828
- 14 RUE DU COMMANDANT MARCEAU 68550 Saint-Amarin
- Code AIOT : 0006700656
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Velcorex Since 1828 est une entreprise de création et d'ennoblissement de tissus pour l'habillement, notamment velours et sportswears. L'entreprise est en cours de changement d'exploitant suite à sa reprise par une SCOP (société coopérative de production).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Installations de prélèvement eau	Arrêté Préfectoral du 16/08/2005, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

5	Eau-contrôle des rejets	Arrêté Préfectoral du 18/01/2013, article 9.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
---	-------------------------	---	--	--------

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Quantité d'eau prélevée	Arrêté Préfectoral du 16/10/2005, article 4	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Quantité d'eau prélevée	Arrêté Préfectoral du 16/08/2005, article 4	Sans objet
3	Valeurs de rejets	Arrêté Préfectoral du 18/01/2013, article 9.3.1	Sans objet
4	Conditions de rejets	Arrêté Préfectoral du 23/01/2013, article 9.3.1	Sans objet
6	Existence des points de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé plusieurs non conformités concernant le prélèvement d'eau et les fréquences d'analyse de certains paramètres.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations de prélèvement eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2005, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : « Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur qui est relevé journalièrement. L'information est conservée dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »
Constats : L'inspection a constaté la présence d'un dispositif de mesure totalisateur avec un report en chaufferie. Le jour de la visite son index était de 10 196 m ³ . Les relevés ont lieu les lundis et sont consignés dans un tableur intitulé « relevé puits » qui a en outre été transmis par l'exploitant par mail du 5/10/2023. La non-conformité constatée porte uniquement sur la périodicité du relevé qui se fait une fois par semaine alors qu'il doit avoir lieu tous les jours.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Quantité d'eau prélevée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2005, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : « L'exploitant est autorisé à prélever l'eau dans le milieu naturel, dans les conditions suivantes : prélèvements en période normal, débit journalier maximal de : 4500 m ³ /j [...]
Constats : Le tableur du relevé du puits présenté et envoyé par mail du 5/10/2023 indique dans l'onglet 2023, des relevés de consommation d'eau toutes les semaines. A titre d'exemple, pour le mois de janvier, les valeurs indiquées sont les suivantes : - 9 janvier : 2810 m ³ , - 16 janvier : 3250 m ³ , - 23 janvier : 3600 m ³ , - 30 janvier : 2850 m ³ . Cependant la prescription contrôlée concerne un débit journalier et non une consommation hebdomadaire. Les débits journaliers ne sont pas relevés, comme indiqué dans le point de contrôle précédent. L'inspection ne peut pas statuer sur la conformité ou non de ce point de contrôle.
Observations : il est attendu que l'exploitant transmette les valeurs journalières de relevé du puits sur les 3 prochains mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Valeurs de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2013, article 9.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : [...]Les caractéristiques de l'effluent rejeté ne dépassent pas les valeurs suivantes : [...] - pH compris entre 6 et 8,5 [...]
Constats : Lors de la visite sur site, l'inspecteur a relevé la valeur du pH au préleveur qui était de 8,46. Les données d'autosurveillance transmises par l'exploitant le 5/10/2023 indiquent des valeurs de pH inférieures à 8,5 et supérieures à 6 pour le bilan de juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conditions de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2013, article 9.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée :

« Les eaux traitées sont rejetées [...] après passage dans un canal de comptage muni d'un échantillonneur automatique et d'une mesure en continu avec enregistrement du débit et du pH[...]

Constats :

Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté la présence de l'échantillonneur automatique qui prélève 50 mL tous les 3 m³. La mesure du débit et du pH est continue avec un report et un enregistrement dans le poste de contrôle de la station d'épuration.

L'exploitant a indiqué que l'historique de l'enregistrement se situe dans la carte mémoire du système.

L'exploitant a montré à l'inspection les données enregistrées à 8h le matin même sur cet enregistreur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Eau-contrôles des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2013, article 9.4

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

« L'exploitant réalise, sur des échantillons représentatifs, les analyses des paramètres suivants aux fréquences indiquées :

Paramètres	Fréquence
pH	En continu
Débit	En continu
DCO	journalière
MEST	journalière
DBO5	hebdomadaire
Azote global	journalière
Phosphore global	journalière
AOX	trimestrielle
Aluminium + Fer	trimestrielle
Cuivre	trimestrielle
Nickel	trimestrielle
Chrome VI	trimestrielle
Plomb	trimestrielle
Zinc	trimestrielle
Cyanures	trimestrielle
Fluorures	trimestrielle
Hydrocarbures totaux	trimestrielle

Le bilan du fonctionnement de la station d'épuration est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. [...]

Constats :

les analyses d'autosurveillance n'ont pas été consultées mais l'exploitant a indiqué que :

- Le pH et le débit sont mesurés en continu.
- Les analyses de la DCO et des MES sont réalisées 2 fois par semaine en interne.
- L'azote global et le phosphore global sont analysés 2 fois par semaine en interne.
- La DBO5 est analysée une fois par semaine en interne.

Les autres analyses sont réalisées par un laboratoire externe. Les rapports d'analyse du laboratoire

<p>du 2ème trimestre 2023 et du 3ème trimestre 2022 indiquent que les paramètres détaillés ci dessus dans la prescription contrôlée ont été analysés.</p> <p>Or, après examen par sondage du bilan de la station pour le mois de juin 2023, il apparaît que les valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du pH, des MES, de la DCO ne sont renseignées que les lundis et vendredis, - de la DBO5, de l'azote global et du phosphore global ne sont indiquées que les jeudis. <p>Au vu des éléments décrits dans le bilan consulté, la périodicité des analyses des paramètres azote global, phosphore global, MES et DCO ne sont pas conformes.</p> <p>Pour les valeurs du pH et du débit, ces paramètres sont mesurés en continus mais non renseignés dans ce bilan.</p>
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Existence des points de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). (...) Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le point de prélèvement qui est situé à la sortie de la station d'épuration. Ce point est également équipé d'un préleveur automatique comme indiqué dans le constat n°4. Ce point est facilement accessible.</p>
Type de suites proposées : Sans suite